

ARRÊTE PREFECTORAL
portant règlement particulier de police de la navigation
et des sports nautiques sur la Garonne, fleuve domanial
rayé de la nomenclature des Voies Navigables

===

LE PREFET DE TARN-ET-GARONNE

A.P. n°04- 1912

VU le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure,
VU le Code du Domaine de l'Etat,
VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, notamment son article 25,
VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau notamment ses articles 2 et 6,
VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
VU le décret du 27 juillet 1957 portant radiation de la Garonne de la nomenclature des Voies Navigables et flottables dans le département de Tarn-et-Garonne,
VU le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux,
VU le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 portant règlement général de police de la navigation intérieure,
VU le décret du 20 février 1970 déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France l'aménagement et l'exploitation de la chute de Golfech sur la Garonne et le Tarn,
VU le décret du 3 décembre 1981 autorisant les travaux de recalibrage du lit de la Garonne à Golfech, dans le cadre de la construction de la centrale nucléaire de Golfech,
VU l'arrêté interministériel de la jeunesse et des sports et de l'Equipeement en date du 4 mai 1995 relatif à l'organisation de la pratique du canoës, du kayak, du raft et de la nage en eau vive,
VU l'arrêté du 1^{er} février 2000 relatif à l'équipement de sécurité des bateaux et des engins de plaisance ou de service circulant ou stationnant sur les voies de navigation intérieure,
VU la circulaire n° 75-123 du 18 août 1975, relative à l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur les eaux intérieures,
VU le schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté n° 134/SGAR du 6 août 1996 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées, coordonnateur du Bassin Adour-Garonne ;
VU l'arrêté préfectoral n° 88- 442 du 1^{er} avril 1988 relatif à la protection des biotopes poissons modifié par l'arrêté préfectoral n° 88-434 du 9 juin 1988,
VU les arrêtés préfectoraux n° 87-433 et 87-434 du 22 avril 1987 modifiés par l'arrêté préfectoral n° 88-835 du 8 juin 1988, n° 87-437, n° 87-432, n° 87-435 du 22 avril 1987 relatif à la protection des biotopes oiseaux,
VU l'arrêté préfectoral n° 00-528 en date du 18 avril 2000 portant règlement particulier de police de navigation sur la Garonne,

VU la demande d'EDF relative à la sécurité aux abords des ouvrages hydrauliques en date du 30 juillet 2002,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche Midi-Pyrénées,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement Midi-Pyrénées,

VU l'avis du Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

VU l'avis du Directeur d'Electricité De France,

VU l'avis des Maires des communes riveraines,

VU la proposition du Directeur Départemental de l'Equipement de Tarn-et-Garonne chargé de la police de la navigation,

CONSIDERANT que le développement des loisirs et activités nautiques sur la Garonne nécessite de réglementer la navigation pour assurer la sécurité des pratiquants,

CONSIDERANT que des mesures de sécurité doivent être prises aux abords immédiats des équipements hydroélectriques de Malause / Golfech appartenant à EDF et notamment des seuils en Garonne,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1^{er} :

Sur la Garonne, dans la section comprise entre la limite avec le département de la Haute-Garonne (PKH 717,5) et le Pont de l'Autoroute A62 (PKH 760,95), et la section comprise entre le barrage de Malause (PKH 773,08) et la limite avec le département de Lot-et-Garonne (PKH 794,05), l'exercice de la navigation, la circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés et la pratique des sports nautiques sont régis par le Règlement Général de Police de la Navigation et le présent arrêté.

Article 2 :

La circulation des engins nautiques de loisir non motorisés s'effectue librement dans le respect des droits des riverains et des tiers et des prescriptions définies aux articles ci-après.

Article 3 :

Les usagers devront s'assurer, sous leur propre responsabilité, des tirants d'air et tirants d'eau disponibles en fonction de la hauteur des eaux, ainsi que de l'absence d'écueil ou d'obstacle.

Toute location de canoës kayaks, et toute pratique de navigation sera interdite lorsque les cotes du niveau de la Garonne seront supérieures à la cote de :

- 2,00 m à l'échelle de référence de VERDUN-sur-Garonne (pont de la R.D. n° 6) -pour la section comprise entre la limite avec le département de la Haute-Garonne et le pont de l'A 62.
- 4,00 m à l'échelle de référence de LAMAGISTERE -pour la section comprise entre le barrage de Malause et la limite avec le département de Lot-et-Garonne.

Les activités pratiquées dans le cadre de la Fédération de Canoës kayaks sont exemptées de ces dispositions.

Article 4 :

La circulation et le stationnement des bateaux ou engins flottants, des embarcations de toute nature ainsi que la baignade sont interdits sur la Garonne :

- a) Sur 500 mètres à l'aval du pied du barrage de Malause,
- b) Sur 200 mètres en amont et en aval des seuils n° 1,2,3 et 4 situés dans la Garonne court-circuitée en aval du barrage de Malause,
- c) Sur toute la section comprise entre une ligne tracée 200 mètres en amont du seuil n° 5 au droit de la centrale nucléaire de Golfech et le pont de Lamagistère.

Est toutefois autorisé, de 50 mètres en aval du seuil n°5 jusqu'au pont de La Magistère, à l'exception de 50 mètres en amont et en aval du seuil n°6 la pratique de la navigation pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets ; ceux ci seront identifiables par le numéro de licence apposé sur leur embarcation. Ils devront au préalable, avertir de leur présence le service chargé de la police de la navigation ainsi que la centrale hydroélectrique de Golfech.

Article 5 :

La circulation des bateaux ou embarcations de toute nature est interdite sur l'ensemble des bras morts de la Garonne, à l'exception des embarcations utilisées soit pour la pratique de la chasse de gibier d'eau, soit dans le cadre d'actions pédagogiques dans le domaine de l'environnement, effectuées par des groupes encadrés.

Article 6 :

Les embarcations impliquées pour les besoins de la sécurité publique ou de l'entretien des cours d'eau et des ouvrages, et des services chargés de la police de l'eau et de la pêche sont autorisés à circuler sans restriction particulière.

Article 7 :

L'accostage et le débarquement sont interdits dans les zones du fleuve classées au titre des arrêtés préfectoraux de protection des biotopes pour l'avifaune, ainsi que sur les berges du fleuve comprises à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et immédiate des captages d'eau potable.

Article 8 :

La vitesse maximale de marche des bateaux à propulsion mécanique ne devra pas dépasser 5 Km/h.

Une bande de rive de 30 m de largeur devra être respectée. Dans cette bande de rive, la navigation à moteur est interdite en dehors des points d'accostage à vitesse réduite ou en cas d'absolue nécessité.

Les bateaux devront réduire leur vitesse au moment de l'accostage et lorsque les remous qu'ils provoquent risquent de nuire aux tiers ainsi qu'aux autres bateaux, notamment aux embarcations légères.

Dans tous les cas, la vitesse des bateaux doit être réglée pour ne pas nuire aux propriétés riveraines, aux autres bateaux, aux ouvrages aux installations de pêche et aux pêcheurs.

Article 9 :

Les bateaux à moteur de sécurité sont autorisés à naviguer à vitesse réduite pour accompagner les activités nautiques sur les zones autorisées à la navigation.

Article 10 :

La circulation des bateaux à propulsion mécanique et des jets est autorisée, sur la Garonne, sans limitation de vitesse et par temps clair, dans la section ci-après et aux conditions suivantes :

- pour la pratique du ski nautique de 1025 mètres en amont du Pont de la R.D. 953 dit de Mondou (PKH 782,7) jusqu'à un point situé à 150 m en aval de celui-ci (PKH 783,88)
- pour la pratique du jet ski de 1025 mètres en amont du Pont de la R.D. 953 dit de Mondou (PKH 782,7) jusqu'à un point situé à 150 m en aval de celui-ci (PKH 783,88)

Une bande de rive de 30 m de large devra être respectée. Dans cette bande de rive, la navigation à moteur est interdite en dehors des points d'accostage à vitesse réduite ou en cas d'absolue nécessité.

Les limites de la zone ci-dessus définie seront matérialisées par des panneaux installés sur les berges et entretenus à la diligence et aux frais des clubs motonautiques ou éventuellement des collectivités territoriales concernés.

La circulation des bateaux à propulsion mécanique et autres engins de plaisance à moteur ne pourra être effectuée que lorsque la signalisation complète du plan d'eau au moyen des panneaux et bouées sera en place.

Article 11 :

Dans l'exercice du ski nautique, les précautions suivantes doivent être observées :

- a) le conducteur du bateau remorqueur doit être accompagné d'une personne âgée de 15 ans au moins, chargée du service de la remorque et de la surveillance du skieur. Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique ne sont pas soumises à cette disposition. En dehors de la prise de remorque par le skieur, la remorque ne doit pas être traînée à vide.
- b) Un bateau tirant un skieur a priorité absolue sur tous les autres bateaux à moteur de sport ou de plaisance. La distance à observer entre un bateau tirant un skieur et n'importe quel autre bateau à moteur est obligatoirement de 150 mètres au minimum dans le sens de la longueur du cours d'eau.
- c) Deux bateaux ne doivent jamais suivre le même sillage et lorsqu'un bateau en suit un autre tirant un skieur, il doit s'éloigner à la fois du sillage du bateau et de celui constitué par les limites possibles des évolutions du skieur.

Article 12 :

Les bateaux remorquant les skieurs appliqueront les consignes définies ci-après :

- 1) Un bateau remorquant un skieur ne doit, sous aucun prétexte, tirer ce dernier dans l'axe de navigation d'un autre bateau, quel que soit le sens de marche de celui-ci et doit naviguer à une distance au moins égale à 40 mètres de cet axe, de la berge et du ponton d'arrivée. Il éloignera son bateau de 40 mètres de toute obstacle fortuit.
- 2) Dans le cas de la pluralité des bateaux sur le bassin, chacun d'eux devra s'assurer avant de tourner qu'il n'est suivi par aucun autre bateau.
- 3) Il est formellement interdit d'effectuer la traction d'un skieur avec un bateau dont le moteur ne comporte pas de débrayage.

Article 13 :

Les fêtes nautiques, les compétitions sportives et autres manifestations organisées par des clubs nautiques, ou par des associations ou des collectivités territoriales ne pourront se dérouler qu'après autorisation préalable accordée par arrêté préfectoral, après avis du service chargé de la police de la navigation et des maires des communes riveraines concernées.

Article 14 :

Les baignades sont rigoureusement interdites dans la zone où les évolutions des embarcations rapides sont autorisées et pendant les périodes de ces évolutions, ainsi que dans les périmètres de protection immédiate des captages d'eau potable.

Les plongées subaquatiques sont interdites sauf intervention liée au dépannage ou à la réparation de bateaux ou l'entretien des ouvrages, d'une part, ou autorisation accordée par le Préfet pour des motifs d'intérêt général d'autre part.

Les Maires pourront, en vertu des pouvoirs qu'ils détiennent, arrêter toutes autres mesures plus restrictives concernant la réglementation des baignades dans le fleuve.

Article 15 :

Tous les bateaux à propulsion mécanique devront satisfaire aux dispositions du décret du 27 août 1970 et de l'arrêté du 27 août 1970 fixant les conditions d'inscription et d'apposition de marques extérieures d'identité des bateaux et engins de plaisance à moteur circulant sur les eaux intérieures.

Les usagers qui pratiquent une activité motonautique ou du jet sur le plan d'eau spécialisé défini à l'article 8 devront obligatoirement contracter une assurance.

Article 16 :

Les infractions au présent arrêté pourront être constatées par les commissaires et officiers de police, gendarmes, agents du service de navigation de la direction départementale de l'Équipement de Tarn-et-Garonne.

Article 17 :

Le présent arrêté est affiché dans les mairies des communes riveraines concernées et dans les associations et clubs nautiques.

Au niveau des embarcadères et des lieux publics, les responsables des clubs, associations et les Maires procéderont à l'affichage des prescriptions essentielles, sous la forme d'une présentation synthétique descriptive et graphique.

Article 18 :

L'arrêté n° 00-528 du 18 avril 2000 est abrogé.

Article 19 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les maires des communes riveraines, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Tarn et Garonne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MONTAUBAN, le 25 octobre 2004

La Préfète,
Signé Anne Marie CHARVET

COMMUNES RIVERAINES DE LA GARONNE

GRISOLLES
AUCAMVILLE
VERDUN SUR GARONNE
MONBEQUI
MAS GRENIER
FINHAN
MONTECH
BOURRET
ESCATALENS
CORDES TOLOSANNES
SAINT PORQUIER
CASTELSARRASIN
CASTELFERRUS
SAINT AIGNAN
CASTELMAYRAN
MALAUSE
MERLES
VALENCE
ESPALAIS
SAINT MICHEL
AUVILLAR
SAINT LOUP
GOLFECH
DONZAC
LAMAGISTERE